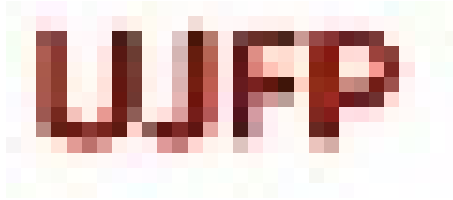


<http://www.ujfp.org/spip.php?article525>



Est-on trop indulgent envers Israël ?

- Pour comprendre - Témoignages -

Date de mise en ligne : lundi 17 avril 2006

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

C'est sous ce titre que Shlomo Sand, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Tel-Aviv, a signé un article publié dans Le Monde du 13 avril.

Il note que « les choix politiques du peuple palestinien sont disqualifiés par les porte-parole américains, au motif que les vainqueurs des élections ne sont pas disposés à reconnaître l'État d'Israël. Cela constitue un problème, mais faut-il vraiment s'en étonner ? Depuis maintenant quatre décennies, tous les gouvernements d'Israël, de droite comme de gauche, n'ont cessé d'autoriser ou d'encourager le processus de colonisation qui ronge, année après année, de nouveaux morceaux du territoire palestinien. » Il constate que « la population des territoires, soumise à l'occupation, a majoritairement opté pour une alternative politique plus ferme, mais aussi moins corrompue. » Malgré le refus actuel du Hamas de reconnaître Israël, Sand estime que ce parti « n'a pas pour autant rejeté totalement l'idée d'une reconnaissance mutuelle, laissant même entendre qu'il y serait disposé sous certaines conditions. » Et nous rappelle que « L'État d'Israël, c'est un fait, n'a jamais reconnu une Palestine dans les frontières de 1967, pas plus qu'il n'a reconnu Al Qods (la partie arabe de Jérusalem) comme capitale de l'État palestinien ; pourquoi, dans ces conditions, reconnaître un tel Israël ? En 1988, le mouvement national palestinien a majoritairement fini par adopter le principe du partage de la Palestine. Mais Israël n'a toujours pas admis, à ce jour, le principe du droit à l'autodétermination du peuple palestinien, sans pour autant se voir menacé de boycott par le monde occidental. » Et d'analyser les résultats des élections israéliennes sur lesquelles il porte un regard particulièrement lucide : « L' 'État juif et démocratique', qui, selon sa propre définition, n'est pas la république de tous ses citoyens, mais un État pour les Juifs du monde entier, est saisie d'une crainte majeure : celle de l'évolution du rapport démographique entre Juifs et Arabes sur l'ensemble des territoires dont il a pris possession. Cette préoccupation a guidé hier le retrait israélien de la bande de Gaza ; elle explique aujourd'hui le succès du parti Kadima et la popularité de son projet de 'regroupement' ». L'universitaire conclut sur avertissement adressé tant à ses compatriotes qu'aux lecteurs français : « Il y a donc urgence à mettre fin à l'occupation et au cortège d'actes meurtriers qu'elle nourrit, mais aussi à vacciner l'État d'Israël contre le virus raciste qui menace de le contaminer ! » Pour le texte complet de l'article, voir le fichier attaché [<Sand-1>](#). Cet article a pu paraître dans Le Monde grâce à la traduction de l'hébreu réalisée par Michel Bilis, membre du Bureau national de l'UJFP.